

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 23789C du rôle
Inscrit le 17 décembre 2007

Audience publique du 20 mars 2008

**Appel formé par les époux XXX XXX et XXX XXX
contre un jugement du tribunal administratif
du 15 novembre 2007 (n° 22500 du rôle)
en matière de remise d'impôts**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 23789C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 17 décembre 2007 par Maître Eyal GRUMBERG, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX XXX, employé privé, et de son épouse, Madame XXX XXX, employée privée, les deux demeurant ensemble à L-XXX, dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 15 novembre 2007 (n° 22500 du rôle) les ayant déboutés de leur recours dirigé contre une décision implicite du directeur de l'administration des Contributions directes portant rejet de leur demande en remise gracieuse du 26 juillet 2005;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 17 janvier 2008 par le délégué du gouvernement;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 15 février 2008 par Maître GRUMBERG au nom des parties appelantes;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Murielle ZINS, en remplacement de Maître Eyal GRUMBERG, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries à l'audience publique du 4 mars 2008.

Le 18 août 2004, le bureau d'imposition Sociétés 4 émit à l'encontre de la société à responsabilité limitée XXX sàrl des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités, de

l'impôt commercial communal et de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour les années 1998 à 2002 comportant la requalification de certaines dépenses en distributions cachées de dividendes aux associés passibles de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux.

Le 9 mars 2005, le bureau d'imposition Grevenmacher de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes émit à l'égard des époux XXX XXX et XXX XXX des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2000 à 2002, les bulletins de l'impôt sur le revenu des années 1998 et 1999 ayant été émis respectivement en date des 8 février 2001 et 21 août 2003.

Le 26 juillet 2005, les époux XXX-XXX introduisirent auprès du directeur de l'administration des Contributions directes une demande en remise gracieuse concernant l'impôt sur le revenu pour les années 1998 à 2002, basée sur ce qu'en raison de la requalification, par les bulletins d'impôt prévus du 18 août 2004, de salaires leur alloués par la société XXX sàrl en distribution cachée de bénéfices fiscalement non déductible dans le chef de cette société, ils n'auraient pas pu, à l'occasion de l'établissement de leurs déclarations d'impôt privées pour ces mêmes années, tenir compte de ces redressements, de sorte que par le biais de la remise gracieuse, il y aurait lieu de redresser leurs déclarations fiscales privées.

A défaut de décision du directeur de l'administration des Contributions directes dans le délai de six mois, les époux XXX-XXX introduisirent le 29 janvier 2007 un recours contentieux devant le tribunal administratif tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision implicite de refus découlant du silence gardé par le directeur face à leur demande.

Par jugement du 15 novembre 2007, le tribunal accueillit le recours en réformation en la forme et au fond en débouta les demandeurs avec charge des dépens.

Par requête déposée le 17 décembre 2007, les époux XXX-XXX ont déclaré relever appel dudit jugement.

L'appel ayant été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Le délégué du gouvernement fait valoir en premier lieu que l'appel de Madame XXX ne serait pas fondé, au motif que celle-ci n'aurait pas été partie devant le directeur de l'administration des Contributions directes.

Ce moyen est à rejeter. L'appel est en effet dirigé contre le jugement du 15 novembre 2007 qui a reconnu à Madame XXX la qualité de partie au litige. Il y a lieu d'ajouter que si la lettre de demande gracieuse adressée le 26 juillet 2005 au directeur de l'administration des Contributions directes, n'a été signée que par Monsieur XXX seul, elle a de toute évidence été formulée au nom des deux époux, l'un et l'autre figurant à l'entête de la lettre et la forme du pluriel ayant été utilisée dans le texte de la lettre.

Au fond, sans contester la légalité de l'imposition tant de la société XXX sàrl que d'eux-mêmes, les appelants font expliquer que si la décision du bureau d'imposition de requalifier les salaires déclarés en distributions cachées de bénéfices leur avait été connue avant l'établissement de leurs déclarations d'impôts privées, ils auraient pu en tenir compte et solliciter l'exemption prévue à l'article 115, n° 15a de la loi sur l'impôt sur le revenu. Ils reprochent au jugement d'avoir retenu que s'il est vrai que l'administration aurait pu en application du paragraphe 222 de la loi générale sur les impôts procéder à l'émission de bulletins rectificatifs pour tenir compte au niveau des associés de la société XXX sàrl des distributions cachées de bénéfices retenues dans le chef de celle-ci, les époux XXX-XXX restaient toutefois en défaut de prouver que la non-application du régime prévu par l'article 115, n° 15a de la loi sur l'impôt sur le revenu ait conduit dans leur chef à une situation inique, non voulue par le législateur, étant donné que pour pouvoir se prévaloir de l'imputation d'une retenue d'impôt, il faut d'abord l'avoir subie ce qui, de l'avis du tribunal, laissait, en l'espèce, d'être établi par les époux XXX-XXX.

Ils insistent sur le fait que s'ils avaient pu faire valoir les exemptions dont ils auraient pu bénéficier au titre des distributions de dividendes, ils auraient pu se faire restituer un montant global de 51.844,68 €, couvrant les années 1998 à 2002.

Or, tout comme en première instance, les appelants restent en défaut d'établir la prise en charge de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux, condition préalable pour pouvoir se prévaloir de son imputation ou de sa restitution, de sorte que la Cour adopte le raisonnement mené à cet égard par le tribunal. C'est pareillement à bon droit que sur base de ce constat, le tribunal a conclu à l'absence d'une situation inique dans le chef des époux XXX-XXX qui aurait pu conduire à une remise gracieuse.

Il suit des considérations qui précèdent que le jugement en question est à confirmer.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

condamne les appelants aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,

Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI